

## ANNEXE J

### ACCÈS À LA PROPRIÉTÉ DE L'ÉTAT AUX FINS DE SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

#### 1. ACCÈS

##### 1.1 Salle d'équipement et utilisation

(a) Pour la durée du contrat, le Canada accorde à l'entrepreneur l'accès à la propriété de l'État aux fins suivantes :

(i) Installer, entretenir, exploiter, réparer, remplacer et enlever, aux frais et aux risques de l'entrepreneur seulement, l'« **équipement de communication** » (qui comprend les armoires, les bâtis et d'autres équipements électroniques mentionnés à l'appendice A) sur et dans la salle d'équipement (tel qu'il est décrit à l'appendice B) sur les terrains et dans les bâtiments (la « **propriété** ») désignés au contrat en vue de la prestation des services de télécommunication;

(ii) Installer, entretenir, exploiter, réparer et remplacer, aux frais et aux risques de l'entrepreneur seulement, l'« **équipement de raccordement** » (qui comprend les câbles, les conduits, les doublures de conduit, le matériel de raccordement et autre équipement passif, conformément à l'appendice A). L'entrepreneur a également le droit de faire passer l'équipement de raccordement dans le « **maillon d'entrée** » (correspondant au maillon principal de pénétration dans les fondations de la propriété) et dans d'autres « **espaces de communication** » de la propriété (correspondant aux voies de télécommunication requises pour passer du maillon d'entrée à la salle d'équipement de l'entrepreneur située dans le bâtiment et de cette salle d'équipement aux clients de l'entrepreneur, comme il s'avère nécessaire pour fournir les services de télécommunications aux clients de l'entrepreneur, désignés et approuvés par le Canada). L'ensemble de l'équipement de communication et de raccordement de l'entrepreneur sont désignés l'« **équipement de l'entrepreneur** », et le maillon d'entrée, les espaces de communication de la propriété et la salle d'équipement sont désignés l'« **aire d'accès** »;

(iii) Utiliser le câblage de télécommunication existant du Canada, s'il est disponible, conformément aux lignes directrices du CRTC les plus récentes (ou, en l'absence de lignes directrices du CRTC, conformément aux pratiques exemplaires de l'industrie) relatives à l'utilisation du câblage de même type, afin de raccorder l'équipement de l'entrepreneur aux utilisateurs se trouvant dans la propriété. Le Canada peut autoriser l'utilisation du maillon d'entrée et du câblage existants dans la propriété pour autant qu'il soit propriétaire de ces installations et qu'il ait l'autorité d'en permettre l'utilisation. En aucun cas, le Canada n'aura l'obligation de fournir à l'entrepreneur l'utilisation d'installations alors qu'il ne possède ni ne contrôle ces installations ou qu'il n'a pas l'autorité d'en permettre l'utilisation;

(iv) Le droit d'entrée et de sortie des employés, des agents, des clients et des invités de l'entrepreneur ainsi que le droit d'utilisation des ascenseurs, des halls d'entrée, des passages, des escaliers, des voies d'accès, des aires communes de chargement et d'arrêt de l'équipement dans la propriété ou à proximité (les « **aires d'équipement communes** »).

(b) Le Canada fournira l'espace de plancher situé dans un endroit qu'il aura désigné dans la propriété et qui correspond à la zone ombrée du plan d'étage figurant à l'appendice B de cette annexe (la « **salle d'équipement** »). Le Canada a le droit, à sa seule discrétion, de limiter de manière raisonnable le type, la taille et l'emplacement de l'équipement de l'entrepreneur se trouvant dans la propriété.

(c) L'accès accordé n'est pas exclusif. Le Canada a le droit d'accorder, de renouveler et d'étendre les mêmes droits à d'autres.

(d) L'entrepreneur doit utiliser l'aire d'accès uniquement dans le but de fournir les services de télécommunication au Canada (« **utilisation permise** »). Il est expressément interdit à l'entrepreneur de desservir d'autres propriétés ou d'autres clients à partir de cet emplacement sans obtenir au préalable l'autorisation écrite du Canada. Des conditions et des frais supplémentaires pourraient s'appliquer, selon l'entente entre les parties, concernant l'utilisation de la salle d'équipement de l'entrepreneur comme point de service pour d'autres propriétés situées à l'extérieur de la propriété de l'État.

(e) L'entrepreneur reconnaît que, en vertu de ces dispositions, il ne peut ni ne doit réclamer à quelque moment que ce soit des intérêts ou des droits quels qu'ils soient ou dans quelque mesure que ce soit concernant la propriété, les espaces de communication ou la salle d'équipement, ou concernant l'utilisation de la propriété, des espaces de communication ou de la salle d'équipement. L'entrepreneur reconnaît également que, en aucun cas, les relations entre le Canada et l'entrepreneur ne

seront considérées comme des relations de propriétaire et de locataire et que, en aucun cas, l'entrepreneur ne sera autorisé à se prévaloir des droits accordés aux locataires en vertu des lois de la province qui régissent le contrat.

## **1.2 Inspection**

Le Canada ne donne aucune garantie ni ne fait aucune déclaration à l'effet que l'aire d'accès ou la propriété conviennent à l'utilisation qu'en fera l'entrepreneur. Par conséquent, l'entrepreneur reconnaît et accepte que l'accès à la salle d'équipement soit fourni tel quel, dans les conditions existantes. Il n'existe pas de convention, d'entente, de promesse, de déclaration, de garantie, de condition ou d'engagement, explicite ou implicite, accessoire ou autre, oralement ou par écrit, établi par le Canada ou par un agent, un représentant ou toute autre personne lié au Canada, relativement au zonage, à l'utilisation, au développement, à la transformation ou à la décoration d'une partie ou de l'ensemble de l'aire d'accès ou relativement à l'installation d'équipement ou d'accessoires fixes dans une partie ou l'ensemble de l'aire d'accès, à moins que ce soit clairement établi dans les présentes dispositions.

## **1.3 Garantie de l'entrepreneur**

L'entrepreneur garantit que l'exploitation de l'équipement de l'entrepreneur ne nuira pas à l'exploitation de l'équipement radio ou de télécommunication existant dans la propriété, ni à l'utilisation et à la jouissance de la propriété par tout autre occupant de la propriété, ses employés, ses clients et ses invités. Si l'exploitation de l'équipement de l'entrepreneur nuit à l'exploitation de l'équipement radio ou de télécommunication existant dans la propriété et que l'entrepreneur ne réussit pas à remédier à la situation dans les 24 heures suivant l'avis du Canada, celui-ci peut alors, en plus de ses droits découlant de la clause 4.2 des présentes dispositions, entrer dans la salle d'équipement et corriger ce qui cause l'interférence, et l'entrepreneur doit verser au Canada les coûts associés à cette intervention en plus d'une somme équivalant à 15 % des coûts et représentant les frais généraux du Canada.

## **1.4 Gestion des télécommunications**

(a) L'entrepreneur reconnaît et accepte que le Canada a le droit, mais non l'obligation, de coordonner, de restreindre, de renforcer et d'approuver l'accès de toute entreprise de gestion voulant accéder aux colonnes montantes du bâtiment. L'entrepreneur reconnaît que le Canada peut employer les services d'une entreprise de gestion pour coordonner, superviser et approuver les travaux des entrepreneurs en télécommunication, aux frais du Canada à moins d'indication contraire dans les présentes dispositions ou selon une entente préalable avec l'entrepreneur.

(b) L'entrepreneur reconnaît que le Canada puisse vouloir fournir un accès aux fournisseurs de services de télécommunications avec lesquels les locataires de la propriété font ou feront affaire, et que le Canada puisse trouver souhaitable d'atteindre cet objectif grâce à l'utilisation commune d'une partie ou de l'ensemble des espaces de communication de la propriété. Le Canada peut acheter certaines parties de l'équipement de l'entrepreneur (à l'exception du câblage) qu'il considère, à sa seule discrétion, comme nécessaire pour assurer l'efficacité au sein des espaces de communication de la propriété. Le Canada reconnaît que l'entrepreneur peut être lié par des ententes de service avec des clients se trouvant dans la propriété qui l'obligent à garder la propriété de l'équipement de raccordement, de sorte que l'entrepreneur ne peut être obligé de vendre ces parties de son équipement de raccordement. Le prix d'achat des parties de l'équipement de raccordement de l'entrepreneur sera déterminé en fonction de la fraction non amortie du coût en capital au moment où le Canada émet un avis d'achat par écrit. En ce qui concerne un tel achat, le Canada accepte de négocier les conditions du contrat afin de permettre l'utilisation continue de l'équipement de raccordement vendu, à un prix correspondant à sa juste valeur marchande.

(c) Si le Canada veut acheter le câblage qui fait partie de l'équipement de raccordement, il en négociera les conditions d'achat avec l'entrepreneur.

## **1.5 Accès**

L'entrepreneur peut accéder à l'aire d'accès seulement en vertu des présentes dispositions et en accord avec les instructions du gestionnaire immobilier responsable de la propriété. L'entrepreneur reconnaît et accepte que ses représentants ou sous-traitants puissent devoir obtenir l'attestation de sécurité appropriée avant d'accéder à l'aire d'accès. L'entrepreneur peut accéder à l'aire d'accès 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, pour autant qu'il en avise le Canada au préalable aussi tôt que possible. Lorsque l'entrepreneur requiert un accès avant 8 heures ou après 18 heures, du lundi au vendredi, ou en tout temps, le samedi, le dimanche ou durant un jour férié, il doit payer, à moins d'indication contraire du Canada, des frais supplémentaires selon le tarif horaire convenu conformément à la directive de TPSGC sur les tarifs horaires facturables et, le cas échéant, selon les modifications effectuées, en vigueur à la date de la convention d'accès.

## **2. COÛTS SUPPLÉMENTAIRES**

### **2.1 Coûts des autres services**

(a) L'entrepreneur doit payer au Canada tous les frais associés à la prestation de services supplémentaires liés à l'installation et à l'exploitation de l'équipement de communication, tel que le Canada l'aura déterminé de façon raisonnable selon les besoins. Ces frais peuvent inclure, sans s'y limiter, les frais de services publics supplémentaires ainsi que les frais pour assurer la sécurité, la supervision, la réception, le stockage, la manutention et le déplacement des matériaux et des articles. Si l'entrepreneur en fait la demande par écrit, le Canada fournira une estimation des coûts avant que les services soient fournis ou exécutés aux frais de l'entrepreneur. Si le Canada juge bon de ne pas fournir ces services à l'entrepreneur, ils devront être fournis uniquement par les personnes que le Canada aura approuvées par écrit de manière raisonnable.

(b) À moins d'une indication contraire acceptée par le Canada et l'entrepreneur, celui-ci doit payer le coût de tous les travaux, matériaux et autres services exécutés ou fournis par le Canada relativement à la salle d'équipement, en plus des frais d'administration de 15 %. De plus, si le Canada détermine de manière raisonnable que d'autres services sont requis, l'entrepreneur doit verser au Canada tous les frais pour tous les autres services, que ces services particuliers aient ou non été requis par l'entrepreneur. Le Canada transmettra un avis dans un délai raisonnable avant de fournir ou d'exécuter ces services.

## **2.2 Paiement**

L'entrepreneur paiera au Canada, dans les 30 jours suivant la réception des factures, tous les montants exigés conformément aux présentes dispositions, sinon on considérera qu'il ne se conforme pas au contrat. Tous les montants en souffrance, dus par l'entrepreneur, porteront intérêt à compter de la date où ces montants sont dus et jusqu'à la date de paiement, au même taux que les paiements dus par le Canada à l'entrepreneur en vertu de la clause intitulée « Intérêt sur les comptes en souffrance » des Conditions générales.

## **3. CONSTRUCTION ET MAINTENANCE**

### **3.1 Construction**

(a) Sous la supervision constante du Canada, l'entrepreneur doit installer à ses frais son équipement (s'il y a lieu), y compris les accessoires de canalisation, les ancrages et d'autres matériaux utilisés pour fixer l'équipement de l'entrepreneur à l'aire d'accès; préparer la salle d'équipement et effectuer les travaux supplémentaires décrits à la clause 3.1 (c); l'ensemble de ces travaux est désigné « **travaux d'installation** ». Les travaux d'installation doivent être de nature, de qualité et de conception professionnelle, et ils sont assujettis à l'approbation écrite préalable du Canada. L'entrepreneur doit effectuer les travaux d'installation ainsi que fournir et installer l'équipement de communication conformément aux plans, aux dessins et aux devis qu'il aura soumis à l'avance au Canada afin d'obtenir son approbation écrite préalable. En aucun cas, l'approbation de ces plans par le Canada ne sera considérée comme une déclaration à l'effet que l'équipement de l'entrepreneur ne perturbera pas les autres systèmes de la propriété ou que les plans de l'entrepreneur se conforment aux lois, aux règlements et aux règles applicables, étant donné que cette responsabilité incombe toujours à l'entrepreneur.

(b) Les travaux d'installation doivent être exécutés: (i) aux frais de l'entrepreneur seulement; (ii) par des entrepreneurs et des travailleurs approuvés par le Canada; (iii) selon les règles de l'art appropriées; (iv) conformément aux dessins et aux devis approuvés par le Canada; (v) conformément à l'ensemble des lois et des règlements applicables; (vi) et assujettis aux règles, à la supervision, au contrôle et à l'inspection du Canada exercés de manière raisonnable; (vii) assujettis aux dédommagements par rapport aux privilèges et aux dépenses requis raisonnablement par le Canada. À l'achèvement des travaux d'installation et de tous travaux de réparation futurs, l'entrepreneur doit fournir, à ses frais, au Canada un ensemble complet de plans conformes à l'exécution, y compris leurs versions électroniques, portant sur les systèmes mécaniques et électriques, l'architecture et la structure de la salle d'équipement. L'entrepreneur doit rembourser au Canada les frais raisonnablement engagés par l'État pour revoir les plans et devis et superviser tous les travaux à cet égard. Malgré les dispositions précédentes, le Canada aura le droit d'exécuter, aux frais de l'entrepreneur, tout travail d'installation associé au bâtiment, et l'entrepreneur doit rembourser au Canada les coûts de ces travaux en plus d'une somme équivalant à 15 % de ces coûts et représentant les frais généraux du Canada, le tout étant déterminé de manière raisonnable par le Canada.

(c) L'entrepreneur doit, à ses frais, obtenir tous les permis, accès, consentements et autres approbations requises, le cas échéant, pour l'installation, la maintenance et l'exploitation de l'équipement de l'entrepreneur. Lorsque le Canada l'exige, l'entrepreneur doit obtenir d'un ingénieur professionnel l'assurance écrite que les travaux d'installation se conforment à toutes les mesures de sécurité requises, y compris la résistance à la charge du vent et la capacité de chargement du plancher.

(d) Pour toutes les nouvelles installations, l'entrepreneur doit étiqueter chaque câble introduit dans les voies de télécommunication, dans chaque local téléphonique où passent les câbles, en indiquant les renseignements d'identification, y compris, mais sans s'y limiter, le numéro de série du contrat, l'étage d'où provient le câble et l'étage où il se termine ainsi que tout autre renseignement raisonnablement requis par le Canada.

(e) Durant les travaux de construction ou autrement, l'entrepreneur ne bloquera pas l'accès aux quais de chargement de la propriété, aux trottoirs l'entourant ni à aucune des entrées et n'empêchera pas ni ne gênera de quelque façon que ce soit leur utilisation. Si cela arrive, l'entrepreneur doit prendre les mesures correctives aussi rapidement que possible, mais pas plus tard que 24 heures après l'avis du Canada à cet effet.

(f) L'entrepreneur peut modifier l'appendice A au besoin, pour autant qu'il obtient au préalable le consentement écrit du Canada. Ce consentement ne doit pas être refusé de manière déraisonnable afin de répondre aux besoins des autres locataires. Toutes les conditions stipulées à la clause 3 s'appliqueront à de telles circonstances. L'entrepreneur a l'entière responsabilité des coûts relatifs à la construction de toute installation supplémentaire, y compris mais sans s'y limiter les colonnes montantes et les salles de télécommunication, lorsque c'est nécessaire en vue de l'installation de l'équipement de l'entrepreneur.

(g) Le Canada peut : (i) modifier, aménager et construire des installations supplémentaires dans la propriété et apporter des améliorations à la propriété; (ii) déplacer les installations et les améliorations dans la propriété; (c) faire tout ce qui est nécessaire dans ou sur la propriété pour se conformer aux lois, aux règlements, aux normes, aux ordonnances ou aux directives concernant une partie ou l'ensemble de la propriété; (d) faire dans ou sur la propriété tout ce qu'il considère comme utile.

### **3.2 Matières dangereuses**

(a) L'entrepreneur n'installera ni n'apportera aucune substance ou matière dangereuse dans la propriété. Si des matières dangereuses sont installées ou apportées dans la propriété par l'entrepreneur ou en son nom, il doit les enlever dans les 24 heures. Si l'entrepreneur trouve ou expose de quelque manière que ce soit des matières dangereuses dans la propriété, il doit immédiatement arrêter les travaux en cours et signaler ses découvertes au Canada dans les 24 heures. L'entrepreneur ne doit pas effectuer d'autres travaux dans la salle d'équipement concernée sans obtenir au préalable l'approbation écrite du Canada.

(b) Trois possibilités s'offrent à l'entrepreneur qui découvre la présence de matières dangereuses et cesse les travaux comme il est indiqué précédemment : (i) modifier la voie d'accès planifiée afin d'éviter les salles d'équipement contenant des matières dangereuses; (ii) fermer l'accès à ces salles d'équipement selon la procédure décrite à la clause 4; (iii) établir un nouveau calendrier des travaux d'installation à mettre en œuvre une fois que les mesures correctives prises par le Canada sont terminées; toutefois, l'entrepreneur peut mettre fin à l'utilisation de l'aire d'accès en donnant un avis écrit au Canada si les mesures correctives ne sont pas entreprises ou exercées avec diligence dans les 30 jours après que le Canada a reçu l'avis de l'entrepreneur l'informant de la présence de matières dangereuses. Si le point (i) n'est pas possible ou si le point (iii) entraîne des délais dans les travaux d'installation, l'entrepreneur est dégagé de l'obligation de fournir les services de télécommunication nécessitant l'utilisation de l'aire d'accès concernée.

### **3.3 Maintenance et réparation**

(a) La maintenance, les réparations ou le remplacement de l'équipement de l'entrepreneur ainsi que des accessoires de canalisation, des ancrages et d'autres matériaux utilisés pour fixer l'équipement de l'entrepreneur à l'aire d'accès doivent être effectués par l'entrepreneur à ses frais et relèveront de son entière responsabilité.

(b) À l'exception de la maintenance, des réparations ou des remplacements mentionnés à la clause 3.3 (a) ci-dessus, les travaux de maintenance, de réparation ou de remplacement (y compris des travaux de construction, majeurs ou non) de l'aire d'accès ou de toute autre partie de la propriété seront effectués par le Canada, aux frais de l'entrepreneur seulement, lorsque ces travaux sont rendus nécessaires en raison : (i) de l'utilisation de l'aire d'accès par l'entrepreneur, (ii) de l'installation ou de l'exploitation de l'équipement de l'entrepreneur ou (iii) de l'installation de tout câblage relié à l'équipement de

l'entrepreneur.

(c) Lorsque (i) la propriété est endommagée ou détruite, ou que des réparations, des remplacements ou des modifications à la propriété sont nécessaires à la suite d'une action ou d'une omission de l'entrepreneur, de ses employés, de ses agents, de ses invités, de ses permissionnaires, de ses entrepreneurs ou d'autres personnes envers qui il est légalement responsable; ou que (ii) le Canada détermine que les réparations, les remplacements ou les améliorations à une partie de la propriété, y compris sans s'y limiter à l'un des systèmes de la propriété, sont requis à la suite de l'utilisation de l'aire d'accès par l'entrepreneur, celui-ci doit verser au Canada le coût de ces réparations, de ces remplacements, de ces améliorations ou de ces modifications.

(d) Si le Canada détermine (i) que la présence de l'équipement de l'entrepreneur dans la propriété, (ii) que l'état de l'équipement de l'entrepreneur ou (iii) que l'utilisation de la propriété par l'entrepreneur crée une situation d'urgence, le Canada prendra, sans en aviser l'entrepreneur, les mesures qu'il juge nécessaires pour remédier à la situation, et l'entrepreneur devra lui verser le coût de ces mesures en plus d'une somme équivalant à 15 % de ce coût et représentant les frais généraux du Canada.

#### **4. RÉSILIATION**

##### **4.1 Restauration de la salle d'équipement**

(a) À moins d'indication contraire dans cette clause, l'équipement de l'entrepreneur demeurera en tout temps sa propriété. À l'expiration du droit d'utilisation de l'aire d'accès ou lors de la résiliation hâtive, l'entrepreneur doit à ses frais : (i) enlever de l'aire d'accès l'équipement de l'entrepreneur, tous les accessoires fixes d'exploitation et tous les biens personnels lui appartenant, (ii) restaurer les aires d'accès selon les normes courantes du Canada relativement à la propriété (y compris mais sans s'y limiter l'enlèvement et la disposition de toute substance toxique ou dangereuses et de leurs contenants conformément aux lois applicables et aux exigences des autorités ainsi que la réparation et la restauration nécessaires du toit de la propriété) dans la mesure exigée par le Canada, et (iii) remettre au Canada la possession paisible des aires d'accès (en ordre, en bonnes conditions et réparées comme l'entrepreneur est requis de le faire en vertu des présentes dispositions relatives à la maintenance et à la conservation de l'aire d'accès). L'entrepreneur doit réparer à ses frais tous les dommages causés à une partie ou à l'ensemble de la propriété à la suite de cet enlèvement ou de cette restauration.

(b) Si l'entrepreneur n'enlève pas son équipement, les accessoires fixes d'exploitation et ses biens personnels au moment de l'expiration du droit d'utilisation de l'aire d'accès ou de la résiliation hâtive, alors le Canada, selon sa décision et sans préjudice relativement à d'autres droits ou recours dont il dispose, deviendra le propriétaire absolu de l'équipement de l'entrepreneur, des accessoires fixes d'exploitation et de ses biens personnels sans devoir verser une compensation à l'entrepreneur et sans en aviser l'entrepreneur; le Canada pourra les enlever de l'aire d'accès, les vendre ou en disposer de la façon qu'il juge utile, sans aucune responsabilité quelle qu'elle soit de sa part. Si l'entrepreneur ne réussit pas à réparer les dommages ou à terminer les travaux, l'enlèvement, la disposition ou la restauration dont il est question dans cette clause au moment de l'expiration du droit d'utilisation de l'aire d'accès ou de la résiliation hâtive, il doit verser au Canada les coûts de l'enlèvement, de la vente ou de la disposition de l'équipement, des accessoires fixes d'exploitation et des biens personnels ainsi que de la restauration de l'aire d'accès selon les normes courantes du Canada relativement à la propriété, en plus d'une somme équivalant à 15 % de ce coût et représentant les frais généraux du Canada.

(c) L'entrepreneur reconnaît et convient explicitement que ses obligations en vertu de la clause 4.1(a) ci-dessus subsisteront après l'expiration du droit d'utiliser l'aire d'accès ou la résiliation et qu'elles continueront de s'imposer.

#### 4.2 Résiliation pour inexécution et résiliation anticipée

(a) Si l'entrepreneur ne réussit pas à exécuter et à respecter : (i) toute disposition autre que le paiement de tous les coûts ou (ii) les règlements ou les règles, y compris leurs modifications, applicables à l'aire d'accès, le Canada pourra, en plus de ses autres droits et recours mais sans s'y limiter, suspendre immédiatement le droit d'utiliser l'aire d'accès accordé en vertu de ces dispositions en avisant l'entrepreneur par écrit jusqu'à ce que le défaut d'exécution ou de respect soit corrigé par l'entrepreneur. Si (A) l'entrepreneur ne réussit pas à remédier à ce défaut dans les dix jours (ou une période plus courte selon ce qui est indiqué dans ces dispositions) ou si (B) le défaut ne peut raisonnablement être corrigé dans les dix jours ou moins et que l'entrepreneur ne réussit pas à commencer à remédier à ce défaut dans les dix jours ou une période plus courte ou qu'il ne réussit pas par la suite à remédier avec diligence à ce défaut, dans l'un ou l'autre cas, le Canada pourra après l'avis de suspension indiqué à la clause 4.2(a) résilier le droit d'utiliser l'aire d'accès en avisant l'entrepreneur par écrit.

(b) Si l'entrepreneur est jugé être en défaut en vertu de la clause 2.2 de ces dispositions à la suite du défaut de paiement d'une ou des sommes dues par l'entrepreneur, le Canada peut, en avisant l'entrepreneur par écrit : (i) suspendre immédiatement le droit d'utiliser l'aire d'accès accordé à l'entrepreneur en vertu de ces dispositions (à moins que l'entrepreneur remédie à ce défaut); (ii) résilier le droit d'utiliser l'aire d'accès après les cinq jours suivant l'avis écrit de remédier au défaut; ou (iii) déduire le montant en souffrance du prochain paiement versé à l'entrepreneur en vertu du contrat.

(c) Si l'entrepreneur abandonne l'aire d'accès ou qu'il arrête de l'utiliser aux fins permises, de manière continue et active, pendant plus de 15 jours consécutifs, le Canada pourra résilier le droit d'utiliser l'aire d'accès en avisant l'entrepreneur par écrit.

(e) Le Canada peut en tout temps résilier le droit d'utiliser l'aire d'accès (ou une partie de celle-ci) en envoyant un avis écrit **{l'« avis de résiliation »}** à l'entrepreneur au moins 60 jours avant la date de résiliation que le Canada a désigné comme la date d'entrée en vigueur de la résiliation **{la « date de résiliation »}** et que : (i) le Canada a l'intention d'entreprendre la construction, la démolition ou le réaménagement d'une partie ou de l'ensemble de la propriété qui, selon l'opinion raisonnable du Canada, sera empêché, bloqué, retardé ou gêné de quelque façon que ce soit par l'occupation de l'aire d'équipement par l'entrepreneur; (ii) le Canada a conclu une entente avec un tiers relativement à l'occupation de l'espace industriel, commercial, résidentiel ou de bureau situé dans la propriété, et que ce tiers doit utiliser une partie ou l'ensemble de l'aire d'accès; ou (iii) le Canada a entrepris de vendre une partie ou l'ensemble de la propriété incluant une partie de l'aire d'accès. Dans l'un ou l'autre cas, la résiliation par le Canada du droit de l'entrepreneur d'utiliser l'aire d'accès dégage l'entrepreneur de ses obligations de fournir les services de télécommunications nécessitant l'utilisation de l'aire d'accès (ou une partie de celle-ci) à laquelle il n'aura plus accès.

(f) Si (i) une partie de l'aire d'accès ou de la propriété est endommagée ou détruite et qu'elle ne peut pas être réparée et redevenir fonctionnelle en vue d'une utilisation normale dans les 60 jours suivant le dommage ou la destruction; ou si (ii) une partie de l'aire d'accès ou de la propriété est endommagée ou détruite à la suite d'un événement contre lequel le Canada n'est pas assuré ou qu'il n'avait pas à s'assurer ou que le coût des réparations des dommages ou de la destruction dépasse le produit de l'assurance disponible, le Canada peut par un avis écrit dans un délai de 30 jours suivant le dommage ou la destruction résilier le droit d'utiliser l'aire d'accès, et l'entrepreneur doit immédiatement remettre la possession de l'aire d'accès au Canada. Quel que soit le cas, la résiliation par le Canada du droit de l'entrepreneur d'utiliser l'aire d'accès

dégagera l'entrepreneur de ses obligations de fournir les services de télécommunications nécessitant l'utilisation de l'aire d'accès (ou une partie de celle-ci) à laquelle il n'aura plus accès.

## **5. DÉPLACEMENT**

### **5.1 Déplacement**

Le Canada a le droit en tout temps, en donnant un avis écrit d'au moins 60 jours (l'« **avis de déplacement** »), de déplacer l'équipement de communication *et/ou* de raccordement de l'entrepreneur vers d'autres locaux de la propriété (la « **nouvelle salle d'équipement** »), désignés par le Canada en collaboration avec l'entrepreneur. Dans ce cas, les conditions suivantes s'appliqueront :

(a) La nouvelle salle d'équipement dans laquelle sera déplacé l'équipement de communication doit couvrir approximativement la même surface que la salle d'équipement originale ou être plus grande que celle-ci, et la nouvelle salle d'équipement doit, selon l'opinion raisonnable du Canada, se conformer aux exigences de l'entrepreneur relativement à l'utilisation permise.

(b) L'entrepreneur et le Canada doivent, s'il y a lieu, partager également les frais directs raisonnables associés au déplacement de l'équipement et de tout autre matériel de l'entrepreneur contenus dans la salle d'équipement originale vers la nouvelle salle d'équipement.

(c) Les conditions de ces dispositions s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à la nouvelle salle d'équipement, pour autant qu'elles soient cohérentes avec les conditions de la clause 5.1.

## **6. GÉNÉRALITÉS**

### **6.1 Règles et règlements**

Conformément aux présentes dispositions, l'utilisation de la salle d'équipement et l'accès à la salle d'équipement sont assujettis aux règles et aux règlements (modifiés, le cas échéant) établis par le Canada selon les besoins.

### **6.2 Appendices**

Les appendices A et B font partie de ces dispositions et sont incluses dans celles-ci.